

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
2
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RAPPORT RELATIF A LA MISE A JOUR DU REGLEMENT OPERATIONNEL (RO)

Le 29 août 2023, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 25 juillet 2023, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Christine MOREL, Dominique TESSIER.
MM. Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Julien DEMAZURE, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

MM. Pierre AUBRY, Antoine BRUMENT.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Rémy WECLAWIAK, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE.

III. Membre de droit :

M. Aurélien DIOUF, Secrétaire général adjoint, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoirs :

Madame Claire GUEROULT à Monsieur André GAUTIER.
Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée, Béatrice DUFOUR.
MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX - représenté, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC - représenté, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur régional.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	Assurer un service public de qualité sur le territoire	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1424-1 ; L 1424-4 ; R. 1424-1 ; R. 1424-20-1 ; R. 1424-39 ; R. 1424-42 ;*
- *l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2023 portant application du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du département de la Seine-Maritime.*

*

* *

L'organisation et la distribution des secours dans le département reposent sur le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et sur le Règlement opérationnel (Ro). L'adoption de la mise à jour du Sdacr entraîne la révision du Ro.

Le Règlement opérationnel a vocation à être le socle structurant et organisationnel de la réponse opérationnelle du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Le Règlement opérationnel intègre les annexes suivantes :

1. modes d'organisation des Centres d'incendie et de secours
2. potentiels opérationnels journaliers des Centres d'incendie et de secours
3. dotation en engins des Centres d'incendie et de secours
4. plan de déploiement – Principes généraux
5. effectifs nominaux des engins de secours
6. liste des départs-types
7. groupes d'intervention départementaux
8. table des acronymes

Le Règlement opérationnel conserve son caractère évolutif et sera révisé, à minima, au rythme de l'évolution des effectifs sapeurs-pompiers professionnels du Corps départemental prévue pour les années à venir avec pour objectif, à terme, de fixer à 2 SPV maximum en garde dans les Cis concernés par le mode d'organisation G12 et G24

Organisation des Cis :

En déclinaison du Sdacr, l'amélioration des délais d'intervention pour l'intérêt de la victime est un principe organisationnel pour le Service et de ce fait, l'ensemble des Centres d'incendie et de secours (Cis) est nécessaire à la réponse opérationnelle.

A ce titre, les Cis précédemment catégorisés Cis en disponibilité sont catégorisés Cis en astreinte. De plus, la sollicitation opérationnelle identifiée pour chaque Cis amène le Service à modifier progressivement le changement d'organisation pour les années à venir.

Ainsi, le Cis Le Grand-Quevilly voit son organisation opérationnelle évoluer de garde 12 heures en garde 24 heures sur l'ensemble des jours de la semaine.

De même, les Cis suivants évoluent en garde 12 heures :

- Bolbec ;
- Déville-lès-Rouen ;
- Saint-Aubin-lès-Elbeuf.

Pour le Cis Saint-Aubin-lès-Elbeuf, les changements du mode d'organisation sont temporisés pour une mise en œuvre à compter de janvier 2024 et au plus tard pour la fin du premier semestre 2024 au regard des capacités d'accueil immobilier de ce Cis et de dispositions administratives en termes de temps de travail et de régime indemnitaire.

Pour le Cis Déville-lès-Rouen, le changement s'opèrera au-delà du 1^{er} semestre 2024 avec une vraie réflexion de projets de centre.

Par ailleurs, à terme, l'organisation du Cis Cany-Barville sera composée de 3 SP à la garde et le Cis de Saint-Valery-en Caux de 6 SP postés avec un ajustement de l'astreinte correspondant à l'activité opérationnelle à assurer.

Enfin, le Cis Aumale évolue en mode d'organisation d'astreinte.

Répartition des potentiels opérationnels journaliers

L'affectation des effectifs supplémentaires de sapeurs-pompiers professionnels au sein des Cis est déterminée selon l'activité opérationnelle.

Ainsi les Cis sont renforcés ;

- Canteleu pour armer la garde de Déville (notion de poste avancé) ;
- Le Grand-Quevilly pour assurer les effectifs nécessaires à la garde 24 heures ;
- Elbeuf pour armer la garde de Saint-Aubin-lès-Elbeuf (notion de poste avancé) ;
- Sotteville-lès-Rouen pour préparer le passage en garde de 24 heures ;
- Le Havre Sud pour atteindre les objectifs Sdacr 2023-2028.

Par ailleurs, les annexes suivantes du précédent Ro sont intégrées à des règlements internes au Service départemental d'incendie et de secours :

- liste des conventions
- échelon de reconnaissance et d'évaluation
- établissements autonomes et non autonomes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une ICPE soumise à autorisation au titre des rubriques relatives aux produits inflammables et combustibles
- interventions non urgentes ouvrant droit à participation aux frais du bénéficiaire
- composition et règles d'utilisation des réserves départementales
- règlement de doctrine SSSM
- règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques
- modalités d'organisation du Cta-Codis
- règlement de doctrine de la chaîne de commandement

Le Ro V0.7 du 01/01/2020 et ses annexes sont abrogés à la signature de l'arrêté préfectoral.

L'adoption de la mise à jour du Ro (V1.0) conduit à abroger les délibérations et les actes en découlant.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales,

- le Comité social territorial s'est réuni le 15 juin 2023 :
 - le collège des représentants de l'administration a émis un avis favorable à l'unanimité,
 - le collège des représentants du personnel a émis un avis.
- le Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires a rendu un avis favorable à l'unanimité le 15 juin 2023,
- la Commission administrative et technique des services d'incendie et de secours a rendu un avis favorable le 03 juillet 2023.

*

* *

Le rapport relatif au Règlement opérationnel qui a été présenté à la Commission administrative et technique du 08 juin 2023 a subi des modifications lors de sa présentation aux instances du 15 juin 2023, dès lors il a été nécessaire de recueillir un nouvel avis lors d'une nouvelle séance le 03 juillet 2023. Un avis favorable a été émis lors de cette séance.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20230829-DCA-2023-048-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/08/2023

Affichage : 29/08/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 29/08/2023
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER